

**RAPPORT N° 2025/3-43
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 26 juin 2025**

OBJET : MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION DES AGENT.ES EN SITUATION DE MALADIE – MISE EN CONFORMITÉ DES DELIBERATIONS 2018/4-02 DU 28/06/2018, 2020/1-23 DU 27/02/2020 ET 2020/4-20 DU 17/12/2020 RELATIVES A LA MISE EN ŒUVRE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) A LA CINOR

Les délibérations 2018/4-02 du 28/06/2018, 2020/1-23 du 27/02/2020 et 2020/4-20 du 17/12/2020 instituant le RIFSEEP à la CINOR prévoient au « titre F – « *Les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE* », le maintien intégral de l'IFSE dans les situations suivantes :

- En cas de congé de maladie ordinaire,
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption,
- Longue maladie, longue durée, grave maladie.

Dans la fonction publique territoriale, le versement du régime indemnitaire aux agents absents pour indisponibilité physique doit reposer sur une délibération de la collectivité dont le contenu ne peut être plus favorable, en vertu du principe de parité, aux dispositions en vigueur dans la fonction publique de l'État, tant sur les montants plafonds, que sur les conditions de versement en cas de congé de maladie.

Dans la fonction publique d'État, les primes suivent le sort du traitement dans les cas suivants :

- temps partiel thérapeutique (TPT)
- période préparatoire au reclassement (PPR)
- congé pour maladie ordinaire (CMO)
- congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)
- congés liés à la parentalité : maternité, naissance, arrivée d'un enfant en vue de son adoption, d'adoption, paternité et d'accueil de l'enfant.

D'une part, en ce qui concerne le congé de longue maladie, congé de longue durée et congé de grave maladie :

Jusqu'au 31 août 2024, le décret n°2010-997 du 26 août 2010 applicable aux fonctionnaires de l'État ne prévoyait pas de règle de maintien du régime indemnitaire durant le congé de longue maladie, congé de longue durée et congé de grave maladie. Sur cette base, tant que le décret n°2010-997 prévoyait une suspension du régime indemnitaire pour les fonctionnaires d'État en cas de CLM, CLD et de CGM, une collectivité territoriale ne pouvait pas prévoir le maintien des primes à un agent pendant l'un de ces congés.

Depuis le 1^{er} septembre 2024, pour les fonctionnaires de l'État placés en congé de longue maladie (CLM) et de congé de grave maladie (CGM), le décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 prévoit le maintien du régime indemnitaire dans les proportions suivantes :

- 33 % la première année ;
- 60 % les deuxième et troisième années.

Ces règles concernent la fonction publique d'État et ne sont donc pas directement applicables à la fonction publique territoriale.

D'autre part, en ce qui concerne le congé de maladie ordinaire :

La loi de finances pour 2025 publiée le 15 février 2025 réduit la rémunération du fonctionnaire perçue au cours des trois premiers mois du congé de maladie ordinaire à 90 % du traitement. La diminution qu'elle induit s'applique, dans une logique de proportionnalité :

- au régime indemnitaire, conformément au principe de parité avec les fonctionnaires d'État pour lesquels le régime indemnitaire est réduit à proportion du TIB ;
- à la nouvelle bonification indiciaire (NBI) ;
- au dispositif « transfert primes/points ».

Par conséquent, en prévoyant le maintien intégral de l'IFSE en cas de congé de maladie ordinaire, pendant les congés de maternité, paternité et accueil de l'enfant ou adoption, et en congé de longue maladie, longue durée et grave maladie, nos délibérations sont illégales.

Il convient en conséquence de modifier les délibérations 2018/4-02 du 28/06/2018, 2020/1-23 du 27/02/2020 et 2020/4-20 du 17/12/2020 relatives au RIFSEEP pour les mettre en conformité.

Aussi, il vous est proposé de modifier les délibérations 2018/4-02 du 28/06/2018, 2020/1-23 du 27/02/2020 et 2020/4-20 du 17/12/2020 relatives à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) à la CINOR comme suit :

Dans les délibérations 2018/4-02 du 28/06/2018, 2020/1-23 du 27/02/2020 et 2020/4-20 du 17/12/2020 relatives au RIFSEEP, le « **titre F - Les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE** » est modifié comme suit :

- Le maintien de l'IFSE est limité conformément à la réglementation applicable, selon le tableau suivant :

- Congé de maladie ordinaire	- Maintien de l'IFSE dans les mêmes proportions que le traitement
- Congé de longue durée	- Suspension de l'IFSE - <i>Dérogation (le cas échéant) : en cas de requalification rétroactive d'un congé antérieurement accordé (exemple CMO ou CLM) en CLD, l'agent conserve le bénéfice de l'IFSE versée durant ce congé, avant la requalification. À compter de la notification de la décision d'attribution du CLD et pour l'avenir, le régime indemnitaire ne peut plus être versé.</i>
- Congé de longue maladie/Congé de grave maladie	• 33 % la première année ; • 60 % les deuxième et troisième années. - <i>Dérogation (le cas échéant) : en cas de requalification rétroactive d'un congé antérieurement accordé (exemple CMO) en CLM/CGM, l'agent conserve le bénéfice de l'IFSE versé durant ce congé, avant la requalification.</i>
- Congé pour invalidité temporaire imputable au service	- Maintien de l'IFSE dans les mêmes proportions que le traitement
- Temps partiel pour raison thérapeutique	- Maintien de l'IFSE dans les mêmes proportions que le traitement
- Période de préparation au reclassement	- Maintien de l'IFSE dans les mêmes proportions que le traitement
- Congés liés aux responsabilités parentales (congé de maternité, congé de naissance, congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption, congé d'adoption, congé de paternité et d'accueil de l'enfant)	- Maintien de l'IFSE dans les mêmes proportions que le traitement

Les autres dispositions des délibérations 2018/4-02 du 28/06/2018, 2020/1-23 du 27/02/2020 et 2020/4-20 du 17/12/2020 demeurent inchangées.


Le Comité Social Territorial a été consulté le 20 juin 2025 et a émis un avis favorable.

Il vous est demandé :

- De modifier les modalités de rémunération des agent.es en situation de maladie prévues au titre F des délibérations 2018/4-02 du 28/06/2018, 2020/1-23 du 27/02/2020 et 2020/4-20 du 17/12/2020 relatives à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) à la CINOR ;

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion
Département de la Réunion

Procédure de réception en préfecture
9770119-20250626-BC2025-3-43-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025

**DECISION N° 2025/3-43
du Bureau de la Communauté
en séance du 26 juin 2025**

OBJET : MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION DES AGENT.ES EN SITUATION DE MALADIE – MISE EN CONFORMITÉ DES DELIBERATIONS 2018/4-02 DU 28/06/2018, 2020/1-23 DU 27/02/2020 ET 2020/4-20 DU 17/12/2020 RELATIVES A LA MISE EN ŒUVRE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) A LA CINOR

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

VU les dispositions du Code Général de la Fonction Publique ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'État a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'État, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 modifié relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat ;

Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 relatif au régime de certains congés pour raison de santé des fonctionnaires et des agents contractuels de l'Etat ;

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial rendu le 20 juin 2025 ;

Vu l'avis de la Commission Administration Finances joint en annexe ;

Sur le RAPPORT n° 2025/3-43 du Président.

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

Article unique :

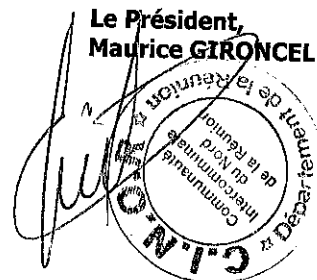
Approuve la modification des modalités de rémunération des agent.es en situation de maladie prévues au titre F des délibérations 2018/4-02 du 28/06/2018, 2020/1-23 du 27/02/2020 et 2020/4-20 du 17/12/2020 relatives à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) à la CINOR.

Nombre de votants : 14
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2025

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20250626-BC2025-3-43-DE Date de télétransmission : 09/07/2025 Date de réception préfecture : 09/07/2025
--